



GREAT LAKES AND ST. LAWRENCE CITIES INITIATIVE
ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

RÉSOLUTION 3 – 2011M

IMPACT DES INVESTISSEMENTS LOCAUX
SUR LES GRANDS LACS ET LE SAINT-LAURENT

ATTENDU QUE le système des Grands Lacs et du Saint-Laurent est un écosystème et une ressource naturelle importante sur laquelle comptent des millions de personnes pour l'eau potable et la récréation, et qu'il est la pierre d'assise de l'industrie et d'une économie régionale vivante;

ET ATTENDU QUE l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition de plus de 70 maires des États-Unis et du Canada, ainsi que de représentants élus à l'échelle locale, représentant 13 millions de citoyens, s'efforçant de faire avancer la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent et d'aider à faire en sorte que la ressource soit gérée de façon durable pour des générations à venir;

ET ATTENDU QUE l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent reconnaît que les maires et autres représentants élus sont aux premières lignes en ce qui a trait aux enjeux qui concernent les Grands Lacs et le Saint-Laurent et qu'ils jouent un rôle de catalyseurs pour les interventions en vue de protéger et de restaurer les Grands Lacs et le Saint-Laurent;

ET ATTENDU QU'une étude effectuée en 2008 par l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent et la Commission des Grands Lacs a révélé que les gouvernements locaux de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent investissent environ 15 milliards de dollars annuellement dans le cadre d'activités visant à protéger et à restaurer la ressource;

ET ATTENDU QUE l'investissement dans les lacs et le fleuve apporte toute une gamme d'avantages dont la création d'emplois, des améliorations de la qualité de vie, des avantages environnementaux et la vitalité économique;

ET ATTENDU QUE l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent reconnaît l'importance d'un investissement fédéral dans la région par l'entremise de l'*American Recovery and Reinvestment Act*, de la *Great Lakes Restoration Initiative* et du Fonds de stimulation de l'infrastructure du Canada et les effets positifs de ces investissements sur la région et la ressource;



ET ATTENDU QUE la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent contient une multitude d'infrastructures vieillissantes d'eaux et d'eaux usées devant être actualisées, et qu'existe un besoin urgent d'investir dans la réparation et le remplacement de ces infrastructures vieillissantes et que ceci représente l'un des plus grands déficits d'investissement qu'affronte la région;

ET ATTENDU QUE le financement en vue d'une infrastructure verte, une approche durable pouvant compléter les infrastructures vertes actuelles et prolonger leur durée de vie, n'a jusqu'ici jamais fait figure de priorité pour les gouvernements fédéraux, d'État ou provinciaux, bien que l'on ait constaté un mouvement vers un financement dédié, comme en témoigne le pourcentage de 20 pour cent mis de côté par l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 pour les projets d'infrastructure verte;

POUR CES MOTIFS, IL EST RÉSOLU QUE l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (l'Alliance des villes) encourage l'engagement continu des gouvernements locaux pour l'investissement en vue de protéger, de restaurer et de promouvoir les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent;

ET IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE l'Alliance des villes encourage les autres paliers du gouvernement à continuer de concrétiser leur engagement en vue de protéger, restaurer et promouvoir les Grands Lacs et le Saint-Laurent en offrant un investissement accru et soutenu dans cette ressource vitale;

ET IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE l'Alliance des villes encourage tous les paliers du gouvernement à améliorer le suivi et la documentation de l'impact économique de l'investissement dans les Grands Lacs et le Saint-Laurent, notamment la création d'emplois;

ET IL EST ENFIN RÉSOLU QUE l'Alliance des villes demande un financement dédié dans l'infrastructure verte au Canada et aux États-Unis par l'entremise de montants affectés dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et de l'*U.S. Clean Water State Revolving Fund* afin de tenir compte des enjeux liés aux infrastructures d'eaux et d'eaux usées vieillissantes dans la région, voire dans tout le pays.

Signé ce 16^e jour de juin 2011

Brian McMullan, président
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Maire de St. Catharines